

32119

DISTR. : LIMITEE
CEA/MIE/NIA/XV/97/05
NOVEMBRE 1996
FRANCAIS
ORIGINAL : FRANCAIS

NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

CENTRE MULTINATIONAL DE PROGRAMMATION
ET D'EXECUTION DES PROJETS (MULPOC)
POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST

RAPPORT SUR LE FINANCEMENT ET LA REALISATION DE
PROJETS DANS LE CADRE DE LA CONVENTION REGIONALE
REGISSANT LA COOPERATION EN MATIERE DE PECHE ENTRE
LES PAYS AFRICAINS DE LA COTE ATLANTIQUE

WASRDC/98/034

I- INTRODUCTION

L'extension de la juridiction maritime jusqu'à la limite des 200 milles, a créé l'opportunité pour les Etats côtiers, y compris ceux d'Afrique de l'Ouest, de tirer des avantages accrus de ressources halieutiques dans ces zones et d'accroître la contribution que ces ressources apportent aux objectifs de développement national qu'ils soient économiques, sociaux ou nutritionnels, et également la responsabilité de gérer l'exploitation de ces mêmes ressources.

En ce qui concerne particulièrement les pays riverains de l'Afrique de l'Ouest dont les ressources marines sont parmi les plus riches du monde, les captures annuelles y sont estimées à environ 3 millions de tonnes. Il faut noter cependant, que dans cette zone, près de la moitié des captures sont actuellement le fait de flottes étrangères provenant essentiellement des pays d'Europe occidentale et orientale, et d'Asie.

D'autre part, le nouveau régime du Droit de la Mer confère aux Etats côtiers des responsabilités accrues dans le domaine de l'aménagement et de l'exploitation rationnelle de ces ressources. Ces nouvelles opportunités et responsabilités nécessitent de la part de ces Etats, la mise en place de structures adéquates.

Aussi, des organisations intergouvernementales ont été mises en place pour faciliter le développement et l'aménagement des pêches à l'échelle sous-régionale comme la Commission sous-régionale des pêches (CSRP), le Comité des pêches pour l'Atlantique Centre-Est (COPACE) et récemment, en 1991, une Conférence ministérielle a été instituée qui s'est dotée d'une Convention et qui a initié d'importantes activités dont certaines souffrent actuellement d'un manque de financement.

Au terme de sa treizième réunion tenue à Nouakchott, Mauritanie du 29 au 31 Mars 1993, le Comité intergouvernemental d'experts du MULPOC a fait une recommandation sollicitant le *"soutien de la CEA et du MULPOC aux efforts des Etats concernés pour obtenir le financement des projets identifiés dans le cadre de la Convention régionale sur la coopération halieutique entre les Etats africains riverains de l'Océan Atlantique"*.

C'est en conformité avec cette recommandation que le présent rapport a été élaboré afin de faire le point sur l'état du financement et de la réalisation des projets proposés par la Conférence ministérielle des Etats riverains de l'Océan Atlantique.

Outre l'introduction faisant ressortir certaines données de base et justification de cette activité du programme de travail en cours du MULPOC, le rapport s'articule comme suit:

- une première partie (chapitre 2) donnant un aperçu sur les investissements dans le secteur pêche dans les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest avec en exergue, le potentiel et les captures des ressources halieutiques ainsi que le mode, le niveau et les objectifs de financement du secteur depuis 1985;

- une deuxième partie (chapitre 3) porte sur l'origine de la Convention régionale relative à la coopération halieutique entre les Etats riverains de l'Océan Atlantique;
- une troisième partie (chapitre 4) ayant trait à l'état d'avancement et de la réalisation des projets relatifs à la Convention régionale sur la coopération halieutique; et enfin
- des recommandations relatives au financement et à la réalisation des projets sont ensuite formulées.

II- APERÇU SUR LE SECTEUR PECHE ET SON FINANCEMENT DANS LES PAYS OUEST-AFRICAINS DE LA COTE ATLANTIQUE

Après avoir brièvement illustré par le biais de quelques données présentées sous forme tabulaire le niveau relativement peu élevé des investissements dans l'ensemble du secteur pêche de l'Ouest de l'Ouest depuis 1985, ce chapitre passera successivement en revue le secteur pêche de chacun des pays côtiers de la sous-région avec un accent particulier sur l'importance de leurs ressources halieutiques au regard des fonds relativement faibles qui ont été injectés dans ce secteur au cours de ces dix dernières années.

2.1- DONNEES GLOBALES SUR LE FINANCEMENT DE PROJETS DU SECTEUR PECHE DES PAYS COTIERS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Comme on le constate ci-dessous, les tableaux 1 et 2 comportent certains indicateurs relatifs aux projets du secteur pêche des pays côtiers ouest-africains ayant été financés à partir de 1985 et ultérieurement:

- **le tableau 1** qui comprend le nombre de projets par pays, est présenté par types (bilatéral et multilatéral) avec les montants d'investissements au niveau national. On en déduit ainsi, qu'environ 434 millions de dollars EU seulement ont été investis sous forme de 146 projets dans le secteur pêche de l'Afrique de l'Ouest depuis 1985!

- **le tableau 2** montre la répartition par pays et par principaux objectifs de développement que sont:

- a) les pêcheries industrielles;
- b) la transformation et la commercialisation du poisson;
- c) l'évaluation et la faisabilité des projets pêche;
- d) la recherche halieutique;
- e) la formation dans le domaine de la pêche et
- f) les problèmes environnementaux liés à la pêche.

Tableau 1 - projets relatifs au secteur pêche en vigueur depuis 1985 dans les pays de la côte Atlantique de l'Afrique de l'Ouest-par Types (bilatéral/multilatéral), nombre et montant (en dollars EU)

PAYS	BILATERAL		MULTILATERAL	
	Nb	Montant (\$EU)	Nb	Montant (\$EU)
BENIN	5	3 585 000	7	546 000
CAP VERT	14	17 679 000	..	..
COTE d'IVOIRE	16	18 796 000	4	1 540 000
GAMBIE	7	19 691 000	1	n.d.
GHANA	3	6 011 000	..	..
GUINEE	16	44 994 000	6	15 164 000
GUINEE-BISSAU	12	47 607 000	12	27 381 000
LIBERIA	..	..	..	..
MAURITANIE	21	84 233 000	7	26 024 000
NIGERIA	13	16 209 000	2	1 776 000
SENEGAL	32	84 299 000	7	2 237 000
SIERRA LEONE	5	7 686 000	5	8 039 000
TOGO	2	491 000	4	335 000
TOTAL	146	351 281 000	55	83 042 000

Source: Annuaire et documents de travail sur le développement des pêcheries de l'Afrique Occidentale; FAO, 1994.

Tableau 2- Projets pêche en vigueur depuis 1985 dans les pays de la Côte Atlantique de l'Afrique de l'Ouest, répartis par pays et principaux objectifs de développement

PAYS	Pêcherie industrielle	Transformation	Evaluation Faisabilité	Recherche	Formation	Environnement
BENIN	..	11 052	40	2 516	..	..
CAP VERT	11 553	11 870	..	1 179	..	..
COTE D'IVOIRE	2 363	..	38	59	25	..
GAMBIE	2 430	..	10 105	143	..	..
GHANA	4 882	..	..	..	970	..
GUINEE	38 485	226	..	959	20	..
GUINEE BISSAU	48 008	16 666	702	518	68	..
LIBERIA	..	..	..	..	..	..
MAURITANIE	..	11 754	1 462	..	3 769	118
NIGERIA	..	199	..	79	1 844	..
SENEGAL	42 030	25 051	55	447	411	..
SIERRAL	..	332	32	53	130	..
TOGO	..	377	..	22	..	..
TOTAL	149 751	77 527	12 434	5 975	7 237	118

Source: Annuaire et documents de travail sur le développement des pêcheries de l'Afrique Occidentale; FAO, 1994.

Dans la rubrique qui va suivre et qui portera sur quelques généralités du secteur pêche au niveau national, on reviendra sur le contenu des deux tableaux ci-dessus en mettant en exergue les investissements globaux consacrés à ce secteur depuis 1985 dans chacun des pays côtiers de la sous-région.

2.2- GENERALITES ET INVESTISSEMENTS DANS LE SECTEUR PECHE DE CHACUN DES PAYS OUEST-AFRICAINS DE LA COTE ATLANTIQUE

2.2.1- Bénin

a) Généralités sur le secteur pêche

Le Bénin a un littoral long de 120 km et sa plateforme continentale jusqu'à une profondeur de 200 m, s'étend sur une superficie de 3.100 km² dans la zone économique exclusive (ZEE) dont la surface totale est de 7900 km².

Les estimations de captures marines varient autour de 8.000 tonnes par an dont 825 tonnes provenant du secteur industriel. En 1991, les estimations de captures nominales de poissons, crustacés et mollusques (toutes pêches confondues) se montaient à 41.000 tonnes.

Sur une population d'environ 4,3 millions, environ 3.100 sont classés comme des pêcheurs artisanaux marins, et 100 comme pêcheurs industriels.

La pêche aux crevettes dans les embarcations étrangères est limitée à quelques nationaux et un certain nombre de personnes originaires du Togo, du Nigéria et du Ghana.

b) Investissements dans le secteur pêche depuis 1985

Depuis 1985, on dénombre au Bénin un total de 12 projets relatifs au secteur pêche dont 5 financés sur l'aide bilatérale à hauteur de 3 585 000 de dollars et 7 sur l'aide multilatérale pour 546 000 dollars (Tableau 1). Ces investissements ont concerné notamment: la transformation et la commercialisation, l'évaluation et la faisabilité ainsi que la recherche (Tableau 2).

2.2.2- Cap-Vert

a) Généralités sur le secteur pêche

La pêche artisanale représente au moins 65 pour cent des captures nationales. Selon le

recensement effectué en 1992, le nombre total de pêcheurs artisanaux s'élevait à 4.143 et on comptait 1.343 bateaux artisanaux presque tous à pont ouvert dont 50 % étaient motorisés.

La flotte industrielle est constituée d'environ 100 bateaux de plus de 7m de long, avec une dimension moyenne de 48 tonnes bruts. Cependant, 63 % de ces embarcations ont moins de 25 tonnes bruts et de 15m de long. Les navires de plus de 100 tonnes bruts représentent 10% de l'ensemble de la flotte, la moitié des moteurs ont une puissance inférieure à 100 cv et seulement 3 navires dépassent les 500 cv. L'âge moyen des embarcations est estimé à 20 ans.

Les pêcheries de thonidés sont les plus importantes du Cap Vert. La production moyenne est d'environ 9 000 tonnes/an dont 2.200 tonnes provenant de la pêche industrielle; 2.300 tonnes de la pêche artisanale (à la ligne) et 3500 tonnes de flottilles étrangères.

Les pêcheries de petits pélagiques (maquereaux) interviennent pour une bonne part dans l'alimentation locale. Jusqu'en 1991, on estimait les prises à 2000 tonnes/an dont seulement 200 tonnes en moyenne provenaient de la pêche industrielle.

Les ressources démersales comprennent une vingtaine d'espèces associées aux fonds de roche. Sur un potentiel estimé à 8000 t/an, les prises sont en moyenne de 2275 tonnes dont 960 tonnes pour la pêche industrielle en 1992.

Les pêcheries de langoustes comptent des espèces très importantes. On y pêche en moyenne 35 tonnes de langoustes roses qui sont pour la plupart exportées.

Le code de la pêche date de 1987.

La surveillance est la responsabilité de la marine marchande. Il y a une certaine forme de coopération avec la Mauritanie et le Cap-Vert souhaiterait élargir cette coopération spécialement dans le cadre du comité sous-régional des pêches (CSRP).

b) Investissements dans le secteur pêche depuis 1985

En se référant aux tableaux 1 et 2 ci-dessus, on constate que depuis 1985, 14 projets bilatéraux d'un montant de 17,679 millions de dollars ont été investis dans le secteur pêche au Cap Vert et ce sont surtout les domaines des pêcheries industrielles, de la transformation, de la commercialisation et de la recherche qui en ont bénéficié.

2.2.3- Côte d'Ivoire

a) Généralités sur le secteur pêche

La Côte d'Ivoire a une superficie de 322.455 km² pour 12,2 millions d'habitants environ et 5100 km de littoral. Le plateau continental jusqu'à 200 m est de 12.200 km² sur un total de 30.500 km de ZEE. Les lagunes s'étendent sur 1.200 km² et les eaux continentales

sur 4.000 km².

La production halieutique industrielle était estimée à 40.000 tonnes de produits de la mer et 21.000 tonnes de prises d'eau douce.

Le sous-secteur en Côte d'Ivoire occupe 13.000 pêcheurs artisanaux marins, 1.000 pêcheurs industriels marins, 6.000 pêcheurs à temps partiel.

La flotte industrielle comprend 37 bateaux datant de 1960. L'infrastructure des pêches est raisonnable et les facilités de transformation satisfaisantes.

La surveillance est minimale et est assurée par la marine nationale.

Des accords de pêche existent avec le Sénégal (1979), la Guinée Bissau (1987) et le Ghana (1988).

Un accord avec l'Union Européenne apporte une compensation financière à la Côte d'Ivoire.

b) Investissements dans le secteur pêche depuis 1985

Des tableaux 1 et 2 susmentinnés, il ressort que depuis 1985, 16 projets bilatéraux et 4 projets multilatéraux ont été mis en chantier en Côte d'Ivoire pour un montant global de 20.336 millions de dollars (tableau 1) dont 2,363 millions pour les pêcheries industrielles, 38 000 pour l'évaluation et la faisabilité, 59 000 pour la recherche et 25 000 pour la formation.

2.2.3- La Gambie

a) Généralités sur le secteur pêche

La Gambie, tant par son fleuve que par sa façade océanique, dispose d'appréciables ressources halieutiques. Bien que le potentiel des prises soit de 75.000 tonnes par an, la production actuelle n'est que de l'ordre de 35.000 tonnes. Les activités de transformation, traditionnellement orientées vers l'exportation, ont connu un ralentissement ces dernières années.

La façade maritime de la Gambie n'est large que de 48 km, ce qui explique que le pays n'ait pas développé de structure de pêche industrielle. En conséquence seule est pratiquée la pêche artisanale qui permet de réaliser des volumes de prises non négligeables à des prix de revient intéressants. Le produit en est traité par trois unités opérationnelles.

Outre diverses espèces de poissons nobles, la Gambie produit quelques langoustes de petite taille (une tonne par semaine au maximum).

Il est à signaler que les pêcheurs sont très souvent des Lébus originaires du Sénégal,

parfois installés en Gambie.

La Gambie a obtenu deux petits bateaux de pêche de 15 et 20 m en 1976. Deux autres bateaux de surveillance de 39 m sont venus s'ajouter en 1989.

Le code de la pêche a été révisé par la FAO en 1991 avec des dispositions détaillées pour contrôler la flotte étrangère.

b) Investissements dans le secteur pêche depuis 1985

Le tableau 1 de la page 4 montre que la Gambie a bénéficié de 8 projets pêche depuis 1985. Le montant cumulé de ces projets s'élève à 19,691 millions de dollars et d'après le tableau 2, plus de la moitié de ces subventions (10,105 millions de dollars), ont servi aux études d'évaluation et de faisabilité.

2.2.4- *Ghana*

a) Généralités sur le secteur pêche

La Ghana compte une population d'environ 14 millions vivant sur une superficie de 295.000 km². Le plateau continental jusqu'à 200 m est de 21.000 km² et la zone économique de 63.000 km²; Il ya quelque 10.000 km² d'eaux continentales et le pays compte 27.000 pêcheurs environ.

En 1990, la production était d'environ 320.000 tonnes d'origine marine et 54.000 tonnes d'eau douce.

La flotte nationale dispose de 63 bateaux industriels et opérationnels et 33 thoniers. La majeure partie des prises viennent du secteur artisanal.

L'infrastructure des pêches est limitée. Il en est de même des facilités de transformation.

b) Investissements dans le secteur pêche depuis 1985

Selon les tableaux 1 et 2 indiqués plus haut, 3 projets bilatéraux ont été mis en oeuvre au Ghana de puis 1985 pour un montant de 6,011 millions et cela, dans les domaines des pêcheries et de la formation.

2.2.5- *Guinée*

a) Généralités sur le secteur pêche

Avec une superficie de 246.000 km² et un littoral long de 350 km, la zone économique exclusive couvre environ 50.000 km².

On estimait en 1989, la communauté de pêcheurs à 500 dans la pêche industrielle, 5.500 en pêche artisanale marine, et 10.000 autres occupés à temps partiel.

En 1988, les prises ont totalisé:

25.000 tonnes en pêche artisanale marine, 3.000 tonnes en pêche industrielle et 2.000 tonnes en pêche continentale.

10.000 tonnes ont été importées durant la même période.

En 1989, l'ORSTOM, en collaboration avec le Centre de Recherche Halieutique de Boussoura (CRHB), a conduit une mission d'estimation de stock. Les résultats ont montré que le rendement potentiel annuel est de 45.000 tonnes pour le stock demersal et de 35.000 tonnes pour le stock pélagique.

La flotte industrielle nationale comptait 11 bateaux en 1990. La faiblesse des infrastructures de pêche est notoire.

La législation de pêche date de 1985. Il y a un plan national de développement des pêches.

b) Investissements dans le secteur pêche depuis 1985

Les investissements bilatéraux et multilatéraux couvrant 22 projets, ont atteint 60,158 millions de dollars depuis 1985 (tableau 1) répartis en grande partie, dans les pêcheries industrielles (38,485 millions de dollars), dans la transformation et la commercialisation (226 000 dollars), la recherche (959 000 dollars) et la formation (20 000 dollars).

2.2.6- Guinée-Bissau

a) Généralités sur le secteur pêche

Plusieurs campagnes d'évaluation du potentiel de ressources halieutiques ont eu lieu dans la Z.E.E. de Guinée-Bissau. Il s'agit notamment de la campagne d'échointégration et/ou de chalutage. Le Centre National de Recherches Halieutiques (CIPA), en relation avec d'autres Institutions spécialisées prévoient sous peu une réactualisation des évaluations des biomasses et potentialités exploitées et exploitables.

Les résultats disponibles les plus récents concernant la biomasse globale des ressources en République de Guinée-Bissau datent de 1988. Ainsi, une biomasse globale de 1 300 000 tonnes a été calculée, dont 300 000 tonnes de potentiel annuel exploitable.

La pêche artisanale, est actuellement dans une phase de développement sans équivoque. Plus de 450 campements ou ports de pêche (permanents ou temporaires), occupés par 8 218

pêcheurs (recensés en 1993 dont près de 68% âgé de moins de 36 ans), appartenant à 8 nationalités et 29 ethnies différentes, utilisant près de 2 000 embarcations et environ 6 000 engins de pêche pour une production annuelle de près de 46 000 tonnes.

La pêche industrielle quant à elle, est principalement le fait de flottilles étrangères, en particulier les navires battant pavillon de l'Union Européenne (Portugal, Espagne, Italie, Grèce et France), l'ex-URSS, la Corée et quelques autres flottilles exerçant dans le cadre de joint-ventures avec des sociétés Guinéennes. Récemment le Japon a débuté l'exploitation des ressources thonières.

Un nombre moyen annuel de 200 à 250 navires (industriels) exploitent régulièrement les ressources démersales et pélagiques de la Guinée-Bissau, mais il n'existe pourtant pas encore de nos jours une réelle flottille de pêche industrielle nationale du fait de l'indisponibilité de moyens.

Des accords reciproques ont été conclus avec la Guinée et le Sénégal. Des accords ont été passés également avec l'U.E. , l'ancienne URSS et la Chine.

La législation de pêche date de 1985 qui comprend des dispositions sur la flotte étrangère et les licences.

b) Investissements dans le secteur pêche depuis 1985

D'après le tableau 1, 12 projets bilatéraux et 12 projets multilatéraux ont été exécutés en Guinée Bissau depuis 1985 pour une enveloppe globale de 74,988 millions de dollars. Ces investissements ont surtout concerné les pêcheries industrielles (48,008 millions de dollars), la transformation et la commercialisation (16,666 millions de dollars), l'évaluation et la faisabilité (702 000 dollars), la recherche (518 000 dollars) et la formation (68 000 dollars).

2.2.7- *Mauritanie*

a) Généralités sur le secteur pêche

Selon la Cellule Economique d'Appui de la Direction des Pêches (CEAMP), les estimations de production du secteur pêche au cours de la période 1993-1994 ont été présentées comme suit:

La production globale du secteur est passée de 479.824 t en 1993 à 296.627 tonnes en 1994 soit une diminution de 38,2 pour cent.

Par rapport aux différents types de pêche cependant, on constate les variations suivantes:

- Une baisse de 18,5 pour cent pour la pêche artisanale; mais cette chute est beaucoup plus prononcée pour la pêche artisanale dans la zone Nord que dans la zone Sud.

- La pêche industrielle a diminué de 38,9 pour cent. Au niveau de ce type de pêche, la production de pêche de fond a diminué de 18,1 pour cent alors que celle du pélagique a baissé de 45 pour cent.

L'importance des richesses halieutiques pour le développement général du pays en termes de valeurs ajoutées, de recettes budgétaires et de rentrées de devises, a conduit le Gouvernement à formuler une politique de développement adaptée à ce secteur.

Sur la base de diverses études et réflexions, le Gouvernement a adopté, en avril 1987, une déclaration de politique de développement du secteur de la pêche, laquelle avait pour objectif fondamental l'exploitation économique rationnelle des richesses nationales de la Zone Economique Exclusive (ZEE), à partir d'un nouveau système d'accès et d'exploitation permettant de mieux intégrer l'activité de la pêcherie à l'économie nationale.

L'application de ces politiques de pêche a profondément modifié la configuration initiale du secteur de la pêche puisqu'elle a permis, selon la Lettre de Politique du secteur de la Pêche:

- la constitution d'une flotte industrielle nationale de pêche hauturière, soit 110 navires congélateurs et 45 chalutiers-glaciers.
- le développement d'une flotte de pêche artisanale
- la création à terre d'installations de congélation et de stockage qui ont permis la conservation de 19245 tonnes destinés à l'exportation en 1994.

Des accords de "Joint ventures" ont été conclus avec l'Algérie, la Lybie, la Roumanie, l'ancienne URSS, la Tunisie, le Nigéria, le Sénégal, la Côte d'Ivoire. Un autre accord a été passé avec l'U.E.

La marine compterait 10 bateaux pour surveiller les activités illégales.

b) Investissements dans le secteur pêche depuis 1985

C'est en Mauritanie que les investissements les plus importants ont été engagés depuis 1985. Les investissements dans les infrastructures se sont élevées à plus de 66 millions de dollars sur un total de 110,257 millions de dollars. En outre la transformation et la commercialisation ont attiré 11,754 millions de dollars alors que 1,462 million, 3,769 millions et 118 000 dollars sont allés respectivement à l'évaluation/faisabilité, la formation et l'environnement.

2.2.8- *Nigéria*

a) Généralités sur le secteur pêche

Le Nigéria a un littoral long de 850 km pour une superficie de 932.773 km² et une zone

économique exclusive de 61.500 km² incluant une plateforme continentale de 38.000 km².

On compte 13.000 km² d'eau continentale selon INFOPECHE, la production de poissons en 1989 était d'environ :

- 181.000 tonnes dans le secteur artisanal marin ;
- 78.000 tonnes du secteur industriel ;
- 131.000 tonnes des eaux continentales.

La pêche est la principale source de revenu pour au moins 250.000 pêcheurs et elle occupe à temps partiel 166.000 autres.

Les bateaux étrangers ne sont pas autorisés à pêcher dans les eaux territoriales du Nigéria.

Selon J. G. Tobor (A Fisheries Policy for Nigeria, June 1994), un examen critique de tous les programmes de développement au Nigeria depuis ces 30 dernières années montre qu'ils ont surtout visés l'établissement d'infrastructures pour la pêche marine et l'aquaculture, l'approvisionnement en intrants de production, le développement des ressources humaines, l'inventaire des ressources, la conservation et l'utilisation du poisson.

Les principaux objectifs fixés par les différents plans de développement de la pêche qui se sont succédés depuis 1962 ont été rarement atteints. C'est ainsi que les objectifs prévoyaient:

(i) l'accroissement de la production halieutique à 1,2 millions de tonnes en 1985. Cela n'a pas été atteint. Vers la fin 1992, la production était estimée à 368.613 tonnes représentant seulement 30,72 % qui correspondrait comme par hasard à la demande actuelle.

(ii) Gain de devises par l'exportation de produits halieutiques congelés. Il semble que l'exportation de crustacés rapporte annuellement environ 74 millions de dollars E.U. au Nigéria. On pourrait faire mieux.

(iii) construction locale de produits de pêche. Rien ne serait visible à l'échelle commerciale dans ce domaine.

(iv) augmentation du niveau de vie des pêcheurs.

b) Investissements dans le secteur pêche depuis 1985

Quinze projets pêche ont été financé avec l'aide bilatérale et multilatérale au au Nigéria depuis 1985, pour un montant total de 17,985 millions de dollars (tableau 1). Ces subventions concernaient la formation, la recherche, la transformation et la commercialisation.

2.2.9- *Sénégal*

a) Généralités sur le secteur pêche

Le Sénégal a un littoral long de 718 km donnant sur une zone économique exclusive d'environ 60.000 km² dont presque 24.000 km² ont moins de 200 m de profondeur. On compte environ 54.000 pêcheurs dont 48.000 engagés dans la pêche artisanale marine, 3.600 dans la pêche industrielle et 3.000 dans la pêche continentale.

En 1987, la production halieutique était supérieure à 275.000 tonnes dont respectivement plus de 170.000, 90.000 et 15.000 tonnes des secteurs artisanal, industriel et continental.

Les estimations de ressources font état d'un rendement annuel de 413.000 tonnes de produits halieutiques (toutes catégories confondues). Les ressources halieutiques de la "petite côte" seraient sur-exploitées, de même que les crustacés.

La flotte comprend environ 153 bateaux dont 5 thoniers. La flotte étrangère, en majorité européenne comprenait 125 bateaux en 1991.

Les infrastructures au Sénégal sont bonnes et les capacités de conservation et de transformation sont adéquates.

D'après les données fournies par la Direction des Pêches du Sénégal, 65 pour cent des exportations sont destinées à l'Europe, et l'Espagne occupe la première place avec 8.334.219 kg représentant 35 % des exportations vers l'Europe et 22,6 % de des exportations totales. L'Italie et la France viennent respectivement en deuxième et troisième position.

Mais en produit frais, c'est l'Italie qui détient toujours en tête avec 32 pour cent des exportations en produits frais, suivie de la France et loin derrière la Grèce.

L'Afrique vient en deuxième position après l'Europe avec 27 pour cent; L'Asie est troisième avec 7,5 pour cent.

b) Investissements dans le secteur pêche depuis 1985

Depuis 1985, 39 projets ont été financés sur aide bilatérale et multilatérale pour un de 86,536 millions de dollars (tableau 1). Cette somme a servi dans les domaines suivants: Pêcheries industrielles (42,030 millions de dollars), transformation et commercialisation (25,051 millions de dollars), évaluation et faisabilité (55 000 dollars), recherche (447 000 dollars) et formation (441 000 dollars).

2.2.10- *Sierra Leone*

Avec une superficie de 72.326 km², la Sierra Leone dispose d'un façade maritime de 402 km et une zone économique exclusive de 45.400 km² dont 24.800 km² ont une profondeur de moins de 200m.

Les prises annuelles moyennes sont de 45.000 tonnes dans le secteur artisanal, 2500 tonnes du secteur industriel et 16.000 tonnes des eaux continentales. On estime la consommation per capita de poisson à 17,9 kg.

L'organisation de la pêche est telle qu'il n'y a pas une démarcation claire entre la pêche nationale et étrangère.

Il y a trois principales compagnies de pêche qui possèdent leurs propres bateaux, leurs facilités de conservation et de transformation. Elles sont en "joint ventures" avec les compagnies étrangères.

En 1990/1991, on comptait 89 bateaux de pêche battant pavillon sierra-leonais.

Dix projets pêche ont été mis en œuvre depuis 1985 en Sierra Leone (tableau 1). La moitié des projets ont été financé avec des subventions bilatérales et l'autre moitié avec l'aide multilatérale.

Ces projets ont porté sur la transformation et la commercialisation, la recherche, la formation, l'évaluation et la faisabilité.

2.2.11- *Togo*

Le Togo n'a pas d'avantages comparatifs particuliers en ce qui concerne la pêche en mer en raison notamment de l'étroitesse du plateau continental marin et de la pauvreté du littoral en ressources halieutiques, la présence de récifs et de rocher réduisant les zones chalutables. Les besoins du Togo en produits halieutiques sont loin d'être couverts: au cours de la période 1986/90, les besoins annuels ont été de 38.400 tonnes alors que la production annuelle ne représentait que 14.000 tonnes annuelles soit un déficit de 24.000 tonnes par an. Les efforts de développement de la pisciculture n'ont pas encore abouti aux résultats escomptés. Pour cette raison, l'état depuis 1986 a mis l'accent sur la construction des étangs et bassins piscicoles. Il faut souligner à cet égard l'effort des ONG, surtout dans la région des plateaux.

Bien que les efforts de relance de la pêche aient été lents à manifester leurs effets, ils n'ont pourtant pas été vains puisque le taux de déficit en produits halieutiques s'est notablement réduit en une décennie.

b) Investissements dans le secteur pêche depuis 1985

Le Togo a bénéficié de 6 projets pêche d'un montant total de 826 000 dollars depuis 1985

dont 2 financés avec des subventions bilatérales (491 000 dollars) et 4 par le canal de l'aide multilatérale (335 000 dollars). Ces financements ont surtout concerné la transformation et la commercialisation (377 000 dollars) et la recherche (22 000 dollars).

III- ORIGINE ET OBJECTIFS DE LA CONVENTION REGIONALE RELATIVE A LA COOPERATION HALIEUTIQUE ENTRE LES ETATS AFRICAINS RIVERAINS DE L'OCEAN ATLANTIQUE

La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (UNCLOS) a permis de définir les limites des pêches et les zones de juridiction qui avait fait défaut jusque là, et à départager le diéâtre d'action pour chaque partie, eu égard à l'accès aux pêches.

En reconnaissant le droit des nations côtières à avoir une zone économique exclusive (ZEE) de 200 milles nautiques, la Convention a clairement établi la responsabilité de ces mêmes Etats à prendre des mesures pour assurer la conservation et l'aménagement efficace de ressources de la ZEE. Elle a également encouragé la coopération entre Etats aux plans sous-régional, régional et mondial.

L'origine de la Convention régionale sur la coopération halieutique entre les Etats africains riverains de l'Océan Atlantique procède de cet encouragement à unir les efforts.

3.1- Origine de la Convention

La Convention a été signée lors de la deuxième Conférence ministérielle tenue à Dakar, Sénégal du 1er au 5 juillet 1991 et par la suite, la FAO, en sa qualité de dépositaire, a transmis des copies certifiées de la Convention à l'ensemble des Etats membres de la Conférence.

Par ailleurs, le Conseil Economique et Social des Nations Unies a pris acte de l'adoption par la Conférence de la Convention durant sa session d'été 1991.

Le Cap Vert, le Congo, le Maroc, la Mauritanie, le Sénégal, le Togo et le Zaïre ont été les premiers membres de la Convention.

Le Secrétariat intérimaire de la Conférence est basé au Maroc.

3.2- Objectifs de la Convention

L'article 2 de la Convention dispose que:

"La Convention a pour objectifs de permettre aux parties de:

- a) promouvoir une coopération active et structurée en matière d'aménagement et de développement des pêches dans la région;
- b) relever le défi de l'auto-suffisance alimentaire par une utilisation rationnelle des ressources halieutiques dans le cadre d'une approche globale qui intègre toutes les composantes du secteur des pêches;
- c) dynamiser l'ensemble des secteurs économiques nationaux sur la base des effets directs et induits qui peuvent résulter de l'exploitations des ressources halieutiques, eu égard à l'importance du secteur des pêches dans le processus du développement économique, social et nutritionnel des populations de la région;
- d) développer, coordonner et harmoniser leurs efforts, leurs capacités en vue de préserver, exploiter, mettre en valeur et commercialiser les ressources halieutiques, en prenant notamment en considération les stocks de poisson se trouvant dans les eaux relevant de la souveraineté ou juridiction de plusieurs parties;
- e) renforcer la solidarité à l'égard des Etats africains sans littoral et des Etats de la région géographiquement désavantagés.

3.3- Relations avec les organisations de la sous-région

L'article 20 de la Convention relative à la coopération halieutique entre les Etats riverains de l'Océan Atlantique stipule que "Les Parties, en vue de réaliser les objectifs de la Convention, coopèrent selon toute forme appropriée avec les organisations sous-régionales, régionales et internationales compétentes, ainsi que toute autre institution concernée".

Conformément à cet article susmentionné, la Conférence entretient des relations avec des organisations telles que la Commission sous-régionale des pêches (CSRP) et le Comité des pêches pour l'Atlantique Centre-Est (COPACE).

IV - ETAT DU FINANCEMENT ET DE LA REALISATION DES PROJETS RELATIFS A LA CONVENTION

4.1- Etat des projets déjà financés

4.1.1- Etablissement d'un registre sous-régional des navires de pêche opérant dans la sous-région Nord-Ouest africaine-

Ce projet a été initialement financé par le Centre International d'Exploitation des océans (CIEO) suite à l'élaboration d'une étude de faisabilité et à la tenue d'un séminaire abrité par le

Maroc à Casablanca. Ce projet pilote couvre les pays suivants: Cap Vert, Gambie, Guinée Bissau, Maroc, Mauritanie et Sénégal. Après la dissolution du CIEO, l'Agence Canadienne de Développement International (ACDI) a pris le relais en collaboration avec l'appui des Etats membres concernés par le projet.

4.1.2- Projet pour l'établissement d'un registre des experts des pêches des Etats membres de la Conférence-

Le CIEO a financé les services d'un Consultant en vue de procéder à l'étude de faisabilité de ce projet qui permettrait des échanges d'experts et d'informations assurant ainsi la promotion de la coopération technique entre les Etats membres de la Conférence. A la suite de la disparition du CIEO, c'est l'ACDI qui a été sollicité pour le suivi du projet.

4.1.3- Projet de création d'une base de données maritime concernant les Etats africains riverains de l'Océan Atlantique

La FAO et la Commission de l'Union Européenne ont été invitées par la Conférence à poursuivre leurs efforts en vue de la mise en oeuvre du projet.

4.1.4- Atelier régional sur le suivi, le contrôle et la surveillance des pêches-

Cet atelier a été effectivement organisé par la FAO du 2 au 5 novembre 1992, Accra, Ghana en coopération avec le Programme consultatif FAO/Norvège en droit et aménagement des pêches.

L'atelier a préconisé entre autres recommandations, que les activités de contrôle, suivi et surveillance des pêches soient entreprises au niveau sous-régional. Il a en outre recommandé que la Conférence serve de cadre de coordination pour ces activités.

4.1.5- Projet d'appui de la FAO au Secrétariat Intérimaire de la Conférence-

La FAO a financé et exécuté ce projet qui avait pour objectif de fournir un appui au Secrétariat intérimaire pour définir les diverses options et modalités de mise en place et de fonctionnement d'un Secrétariat permanent de la Conférence et de l'aider dans la préparation et l'organisation de la Conférence.

4.1.6- Développement durable des pêches dans l'Atlantique Centre Est-

A la suite d'une requête du PNUD qui était intéressé par le projet, l'intitulé ci-dessus a été adopté afin de répondre aux préoccupations environnementales découlant de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le Développement ainsi que de la Déclaration de Cancun sur la pêche responsable.

4.2- Projets et études en instance

4.2.1- *Projet de coordination en matière de surveillance des pêches-*

L'ACDI a été sollicité pour examiner favorablement ce projet en tenant compte des recommandations de l'atelier sur le contrôle, le suivi et la surveillance tenu à Accra, Ghana du 2 au 5 novembre 1992.

4.2.2- *Projet d'établissement d'un centre régional de formation dans le domaine de la technologie et du contrôle de la qualité des produits de la pêche-*

Ce projet avait été initialement soumis au PNUD qui n'a pas donné une suite favorable par manque de fonds. C'est donc à l'ONUDI qu'a incombé la tâche de suivre le dossier et de mettre tout en oeuvre pour trouver le financement.

Le Maroc s'est proposé pour abriter le Centre et contribuer à sa mise en oeuvre.

4.2.3- *Programme consultatif en droit des pêches-*

La FAO a envisagé la possibilité d'affecter un Conseiller juridique afin d'assister dans les divers aspects de législation des pêches.

4.2.4- *Autres projets et études en instance-*

a)- Etude de base sur l'aménagement des pêcheries crevetnières de l'Afrique de l'Ouest

b)- Etude sur l'évolution et les perspectives des accords intergouvernementaux de pêche entre les Etats de la région

c)- Etude et séminaire sur l'évolution et les perspectives de la pêche industrielle et performance économique des différents types de navires.

V- RECOMMANDATIONS

Hormis les trois études citées au paragraphe 4.2.4 ci-dessus, tous les autres projets ont reçu un accueil favorable de la part des bailleurs de fonds. En outre, leur mise en oeuvre a déjà été entamée avec l'appui de l'ACDI, de la FAO et de l'ONUDI.

Il est à signaler également que de nombreuses autres agences d'assistance extérieure ont montré un certain intérêt pour le financement et l'exécution de projets nationaux d'appui scientifique et technique à l'aménagement des ressources halieutiques de la côte Atlantique.

Il serait de la plus grande importance que ces différentes sources de financement continuent, dans le cadre d'un véritable partenariat, d'appuyer la Convention régionale et ses pays membres, aux fins d'atteindre les objectifs suivants qui sous-tendent les différents projets susmentionnés:

- la promotion de l'expertise conseil disponible au niveau sous-régional en matière de pêche;
- le renforcement des capacités des organismes nationaux de recherche et d'analyse halieutique afin qu'ils disposent des structures nécessaires et d'un personnel qualifié non seulement en sciences halieutiques mais également en économie et en gestion des pêches et, en particulier, dans l'optimisation et la régulation des pêcheries, ainsi que dans la valorisation de la production;
- le développement de la coopération scientifique et technique sous-régionale dans le domaine de l'évaluation des ressources halieutiques et de la performance économique des différents types de navires ainsi que l'étude des problèmes en émergence;
- la mise en oeuvre de systèmes nationaux fonctionnels de suivi, de contrôle et surveillance des pêcheries adaptés aux contextes locaux mais établis et exécutés en concertation avec les pays voisins
- la formation dans le domaine de la technologie et du contrôle de la qualité des produits de la pêche...

ANNEXE

- PRINCIPAUX DOCUMENTS CONSULTES

1. FAO - Développement économique des pêcheries avec examen particulier des pêches effectuées par les navires étrangers au large de l'Afrique occidentale (Document de travail, 1994)
2. CEA/FAO - Rapport pour le Comité d'experts intergouvernementaux du MULPOC de Niamey sur la mise en oeuvre et le suivi des recommandations de la Conférence Ministérielle de Rabat, Maroc, du 30 mars au 1er avril 1989 concernant la coopération halieutique entre les Etats africains riverains de l'Océan Atlantique- Deuxième réunion du Comité de suivi de la Conférence Ministérielle, Dakar, Sénégal, 30 novembre- 4 Décembre; Janvier 1993.
3. CEA/MULPOC- Rapport final de la Treizième Réunion du Comité intergouvernemental des experts: Nouakchott, 29-31 mars 1993- Point 4 des recommandations.
4. NIGERIA : A Fisheries Policy for Nigeria by J.G. Tabor; June 1994
5. SENEGAL : Annuaire National (1992 - 1993) des transports maritimes, armements et industries de la pêche - Code de la Pêche ;
6. CEA/FAO/ECOWAS (draft) : Economic Développement of fisheries with special reference to aspects of fishing by foreign vessels of West Africa - Rome, 1993;
7. Ministry of Agriculture, Cape Verde- Fisheries and Rural Animation- Document on Fisheries Development by GEP (Studies and Planning Department), Fisheries Division; October 1994.
8. Ministère des Pêches, Guinée-Bissau- Direction-Générale de la Pêche (Document préparé à l'intention de la mission MULPOC/CEA); 1995.
9. Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime, Mauritanie- Cellule Economique d'Appui (CEAMP)- Bulletin dela CEAMP "Pour le Développement de la Pêche en Mauritanie"; Publication No.4, Mars 1994.